

27 mai 2007



## **La danse macabre du PLQ et du PQ pendant que la direction de Québec solidaire... n'est pas solidaire et que la gauche critique... cesse toute critique.**

La tentative de déclencher des élections précipitées n'est pas une comédie d'erreurs mais la volonté des ex partis de l'alternance de rétablir leur hégémonie en éliminant le troisième joueur avant qu'il ne puisse se consolider. Pour ce faire, le PLQ compte sur ces folles baisses d'impôt pour ravir les « classes moyennes » à l'ADQ tout comme le PQ compte sur l'électrochoc de la nouvelle chef en termes d'unité du parti et de sondages favorables. Le PLQ, comme le montrait la continuation de sa baisse dans les sondages et la fronde de son électorat anglophone, a compris que le temps jouait contre lui... et contre Jean Charest comme chef. Le PQ a aussi compris que l'effet bénéfique du soudain et inattendu revirement de sa situation interne ne saurait qu'être bref avant que ne se ré-installe la pesanteur de sa contradiction fondamentale entre rupture souverainiste et approfondissement néolibéral. Deux tactiques s'offrent aux frères ennemis, élections précipitées ou gouvernement minoritaire adéquiste pour-qu'il-se-casse-la-gueule, sujet des négociations qui s'ouvrent entre eux... à moins que l'appareil Libéral panique à la dernière minute en évinçant leur chef au pied du mur, mais pour qui ? Chose certaine, l'ADQ a pour l'instant perdu l'initiative. La manœuvre habile du budget à l'ADQ cum pleine baisse d'impôts et (faux) équilibre budgétaire atteint à la fois un but tactique — mettre l'ADQ sur la défensive — et stratégique — pleine vapeur vers la privatisation surtout de la santé.

Certes, la continuation de la modeste croissance néolibérale, c'est-à-dire avec accentuation des inégalités et de la précarité, depuis une quinzaine d'années — un record de tous les temps grâce à l'endettement lui aussi record des consommateurs et à la dépendance accrue vis-à-vis du marché étasunien carburant à un endettement international tout aussi record — permet la temporaire quadrature du cercle baisse d'impôts/équilibre budgétaire/financement des coûts des systèmes délabrés de santé et d'éducation. Toutefois, il ne reste rien pour leurs plus que nécessaires améliorations et encore moins pour les investissements écologiques, particulièrement dans le transport public quelque soient les souhaits du maire de Montréal, plus spécifiquement pour l'entretien des autobus de la STM. La direction syndicale concernée, combative mais corporative, n'avait pas compris la nouvelle donne ou pensait s'en sortir grâce à un surplus de combativité. Elle n'avait pas escompté le déchaînement réactionnaire des faiseurs d'opinion qui exige baisse des salaires réels pourtant déjà plus bas que les

postes équivalents dans le privé et détérioration des plans de retraite aux dépens des travailleurs plus jeunes quand ce n'est pas des menaces de privatisation à l'anglaise ou... à la suédoise alors qu'une récente expérience de sous-traitance à la STM avait été un échec aux dépens de la qualité de la flotte d'autobus.

Il aurait fallu un contre-déchaînement de solidarité syndicale et populaire pour contrer cette offensive reprise par le gouvernement Libéral, menaçant le syndicat d'une loi spéciale dès le début du conflit alors que les services essentiels étaient pleinement assurés, lui-même aiguillonné par l'ADQ cherchant à reprendre l'initiative. La direction de la CSN, auquel le syndicat est affilié, s'est contentée de pleurnicher sur l'intervention gouvernementale sans appeler à aucune action de solidarité. Quant aux autres directions syndicales et populaires, sous prétexte de respect des prérogatives de chapelle, elle se sont murées dans le silence. *Last but not least*, la direction de Québec solidaire, alors qu'il se définit pourtant comme un parti de la rue, s'est elle aussi tenue le bec clos. Électoralisme oblige sans doute à se tenir loin des conflits déclarés impopulaires par les ténors médiatiques. Pourtant il s'agissait d'un règlement de compte avec un secteur du dernier bastion combatif du syndicalisme public, celui des employéEs de la ville de Montréal, après la défaite stratégique de décembre 2005 de l'ensemble du secteur public national suivie de celle du syndicat d'Olymel. Car que pourra désormais obtenir le syndicat sans le rapport de forces de la grève ? Et dire que la huitième proposition des 25 engagements électoraux de Québec solidaire concerne l'interdiction des disparités de traitement qui est un des enjeux du conflit de la STM ?

On ne doit pas s'étonner de pareille démission de la part de la direction de Québec solidaire, démission qui va à l'encontre des statuts du parti au sujet de l'engagement « *sur le terrain des luttes sociales.* » (article 2) On reste étonné de la condescendance de cette direction face au PQ au point de souhaiter, sans humour, « *que des débats fructueux se fassent au sein du Parti québécois.* » (communiqué de presse du 8 mai)... et bonne chance la prochaine fois... dans Mercier et Gouin peut-être ! Pourtant, les statuts du parti disent bien que « *[s]e démarquant des partis actuellement représentés à l'Assemblée nationale, Québec solidaire rejette clairement le néolibéralisme.* » (article 2) Même une partie des collectifs de gauche qui appuie la direction nationale, sous prétexte de critiquer le PQ, commence à trouver au PQ des vertus « *sociales-libérales* » que n'ont pas les néolibéraux PLQ et ADQ. Un dirigeant de Gauche socialiste et de Presse-toi-à-gauche, affirme que « *[l]a base devra comprendre également que si le Parti québécois reste un parti social-démocrate... [b]elle formule qui définit bien le recentrage de la social-démocratie vers un social-libéralisme bon teint...* » (Bernard Rioux, Presse-toi-à-gauche, 15 mai 2007). Pour bien marquer le glissement, le coordonnateur du site Presse-toi-à-gauche parle du PQ comme s'étant « *enfoncé dans le social libéralisme...* » (Pierre Mouterde, Presse-toi-à-gauche, 22 mai 2007).

Évidemment, quand on définit le social-libéralisme comme étant « *l'acceptation du néolibéralisme combinée à un vague volet social* », les trois partis représentés à l'Assemblée nationale peuvent être définis comme sociaux-libéraux. Avec une telle définition, même les Républicains de Bush, qui ont amélioré l'assurance-maladie pour les personnes âgées (Medicare) et qui n'ont jamais hésité à imposer des mesures protectionnistes pour soi-disant la défense de l'emploi pourraient être classés comme

sociaux-libéraux ! Est néolibéral un parti dont la politique avouée est de faire des coupures, des privatisations, de flexibiliser le marché du travail, de libéraliser la circulation des capitaux et des marchandises, d'appuyer ou de participer aux guerres de l'empire malgré des réformes occasionnelles mettant du sucre sur la pilule pour des fins électorales. À son dernier passage au pouvoir, le PQ a été pour le moins le grand champion des coupures toutes azimuts dont l'ampleur et l'impact a noyé la réforme des garderies à 5\$, le tout enrobé dans le discours des « conditions gagnantes » qui n'avait rien de social-démocrate. Même en paroles, le PQ de Boisclair s'annonçait clairement néolibéral et la nouvelle chef n'a pas dit autrement.

Un parti social-libéral est un parti qui tout en acceptant le néolibéralisme, par idéologie ou par pragmatisme, a comme politique avouée d'en atténuer les effets tout en y cédant suite au rapport de forces interne ou international. Il n'y a pas de muraille de Chine entre parti néolibéral et parti social-libéral. Un parti peut passer de l'un à l'autre état surtout quand il passe de l'opposition au pouvoir ou vice-versa. L'ancien gouvernement « socialiste » de Jospin en France a connu une telle évolution malgré une loi des 35 heures vidée à peu près complètement de son contenu progressiste, d'où sa troisième place derrière Le Pen à la présidentielle de 2002. Cette expérience du pouvoir l'a conduit, tout comme la social-démocratie allemande et avant elle le travaillisme britannique, à néolibéraliser même son discours. La plate-forme électorale de Québec solidaire qui propose un ensemble d'atténuations au néolibéralisme sans le remettre en cause fait de lui un parti social-libéral d'autant plus que son électoralisme le mène à sacrifier « *le terrain des luttes sociales.* » et à bureaucratiser son régime interne pour tuer dans l'œuf toute opposition antilibérale conséquente. Que ferait-il une fois au pouvoir ou même une fois qu'il aurait des éluEs ?

Le discours lénifiant de la gauche anticapitaliste au Québec dont est absent toute critique de la direction de Québec solidaire s'oppose comme le jour de la nuit au discours de cet autre membre de la direction de Gauche socialiste et de Presse-toi-à-gauche dans le numéro de mai-juin de la revue de la gauche canadienne-anglaise Relay. L'auteur y critique clairement l'électoralisme de la direction, son abandon de la dimension « parti de la rue », son refus de critiquer les directions syndicales, son programme et son orientation social-libéral, la déconnexion entre la question nationale et la question sociale et le bureaucratisme.

*« But we should be wary of the fairly widespread illusion within QS that electoral success can, in isolation from extra-parliamentary struggles, fundamentally transform the relationship of forces in society [...] that being a "party of the streets" means more than coming out to demonstrations with the party banner. We have to oppose the notion of a division of labour between the party and the social movements, in which the party takes care of election battles and the social movements take care of extra-parliamentary campaigns and mobilizations. [...] To achieve all this, the party clearly has to be inside the social movements. [...] This program [of the party] should inspire and guide party members active in the different social movements. [...] [The party] cannot limit itself to being a mere parliamentary echo chamber for the social movements. [...] Another tendency that the socialist current must fight is that of seeking to build a "true" social-democratic party in place of the PQ, which has abandoned its original reformist calling. This tendency is linked to a refusal to analyze in a sober manner the way that capitalism works today. [...] The question of Quebec independence should be examined from the perspective of transforming the relationship of class forces. [...] Unfortunately, this approach was watered down*

*in the draft platform that was finally presented to members. [...] It therefore goes without saying that the socialist Left has to fight for the widest possible democracy within the party... »*

Pourquoi cette critique décapante n'est-elle pas publiée en français sur les sites de La Gauche et de Presse-toi-à-gauche ? Pourquoi pareille hypocrisie ? Pourquoi présenter un visage anticapitaliste à l'extérieur du Québec — au début de 2006, une telle critique décapante même si elle était partielle avait été publiée dans le revue française Inprecor mais non diffusée sous forme imprimée au Québec — qu'on cache au Québec si ce n'est que pour masquer sa propre capitulation face à la direction sociale-libérale de Québec solidaire ? Pourquoi aussi dorénavant traiter le PQ de social-libéral et non de néolibéral si ce n'est, par comparaison, faire apparaître la direction de Québec solidaire comme antilibérale, ce que fait sans gêne Socialisme International, et ainsi se dédouaner ? Comment ne pas voir que les politesses de la direction de Québec solidaire envers le PQ tout comme la nouvelle caractérisation plus sympathique du PQ ne soient pas leur tendre les bras pour faire une valse électorale surtout qu'un PQ revigoré et trônant dans les sondages donnerait du fil à retordre à Québec solidaire ?

Marc Bonhomme, 27 mai 2007